



25 November 2007

REPORT OF MEETING

Introduction

1. The 31st Congress of Secours Populaire Français (SPF) was held in Brive la Gaillard 23-25 November 2007. The theme of the congress was *France et Monde: Solidarité dans les zones rurales*. The congress is held every two years, and attended by about 1000 members, representing all the departments in France, and including representatives of SPF-sponsored projects in Asia, Africa and Latin America.
2. SPF is an NGO with 70,000 volunteers. It was established in 1945 as a means of expressing solidarity with people experiencing poverty in rural areas of France. Most finances are raised from the public (700,000 donors), and programmes include activities such as providing meals and organising family holidays. Of growing importance, and now attracting about 20% of SPF's annual budget, has been a network of partnerships with development NGOs in the other countries.
3. SPF has been a member of ILC since its establishment, and currently sits on the ILC council, represented by Mr Menotti Bottazzi.

Background

4. ILC was invited to attend the 31st Congress of SPF to present on its work and as a means of strengthening relationships between ILC and SPF, following SPF being re-elected to the Council of ILC at the AoM in April 2007, and a visit to the SPF Secretariat by the Director of ILC in July 2007.
5. On 22nd November, I visited the secretariat of SPF, located at 9/11 rue Froissart, Paris 75140. Hosted by Menotti, I was introduced to many of the secretariat staff.
6. On behalf of ILC, a presentation was given by Mike Taylor, Africa Regional Manager, as part of a round table at the opening of the congress, entitled *L'accès à la terre et aux ressources naturelles dans la lutte contre la pauvreté*. The text of the presentation is contained in Annex One. I was able to participate in the sessions of the congress as well as hold a meeting with the key staff overseeing the international work of SPF to further explain the work of ILC and discuss potential for expanding the links between SPF and ILC at global and national levels.

Findings

7. SPF has a wide global network and strong links with NGOs at the national level where it operates, covering over 60 countries globally. It supports partner organisations in each of these countries, only one of whom (Action contre la faim) is a known partners of ILC (subject to confirmation for Asia and Latin America). A book of SPF partners worldwide and a summary of SPF-supported projects worldwide is available in my office.
8. SPF operates partly in emergency relief, but primarily supports rehabilitation and development projects. Most projects supported by SPF are in the fields of health and education, although a significant minority address food security at the household level through agricultural development. In 2006, SPF was supporting the following number of agricultural projects:

- Africa: 7 out of 47 development projects
- Latin America: 6 out of 19 development projects
- Asia: 6 out of 33 development projects
- North Africa and Middle East: 0 out of 12 development projects
- Eastern Europe: 1 out of 13 development projects

9. SPF has set up a number of regional platforms of members. These were launched by SPF, but now operate as autonomous entities, with SPF participating as a member:

- ROAP-SPF (Réseau Ouest Africain des associations partenaires du SPF)
- REMEDES (Réseau Euro-mediterranean de la solidarité)
- RELACS (Réseau pour l'Amérique latin et Caraïbe)
- ESAN (platform for Eastern Europe)
- Asian platform under formation

10. Countries of overlap with strong ILC activities include:

Latin America:

- Guatemala
- Nicaragua
- Peru

Asia:

- Bangladesh
- India
- Indonesia
- Nepal

Africa:

- Madagascar
- DRC
- Benin
- Niger
- Burkina Faso

11. A list of key contacts for SPF, including alternate for the ILC council and contact person for communication has been provided to the ILC secretariat by Menotti. In addition, the key staff for building ILC contacts are:

- **Corinne Makowski**, directrice générale adjointe et chargée des relations extérieures corinne.makowski@secourspopulaire.fr
- **Daniel Vermeire**, membre du bureau national daniel.vermeire@secourspopulaire.fr
- **Amal Abou el Ghayt**, chargée Afrique du nord et moyen orient amal.abouelghayt@secourspopulaire.fr
- **Olga Alvarez**, chargée Amérique latine et caraïbes olga.alvarez@secourspopulaire.fr
- **Jean Fremont**, chargée Asie jean.fremont@secourspopulaire.fr
- **Antoine Huart**, chargé Afrique antoine.huart@secourspopulaire.fr

12. SPF expressed their mutual interest in building stronger relationships with ILC at country and global levels. As a start, it was suggested that Niger could provide a context for in-country collaboration, considering SPF's strong relationship with an NGO supporting pastoralist livelihoods in Air, and ILC's existing land partnership.

Annex One : Text of ILC address to SPF 31st Congress, Brives la Gaillard, 23rd November 2007

Je suis vraiment honoré de cette opportunité de m'adresser à vous de la part de la Coalition Internationale pour l'accès à la terre.

La Coalition Internationale pour l'accès à la terre est une alliance mondiale d'agences internationales, d'organisations non gouvernementales, de mouvements sociaux, et de centres de recherche. La coalition consiste de 60 membres, comprenant le SPF, Les autres partenaires inclus la FAO, le Programme Alimentation Mondiale, La banque mondial, le FIDA, et les autres. La coalition est soutenue par un secrétariat hébergé de FIDA, à Rom. La semaine dernière Mr Botazzi était à Rom pour le conseil de l'ILC, ou il représente la SPF.

La vision de la coalition est de garantir l'accès équitable à la terre et les droits fonciers afin de réduire la pauvreté et de promouvoir l'identité, la dignité et l'intégration.

La pauvreté chronique au niveau mondial est principalement un phénomène rural :

- Sur 100 personnes qui ont faim dans le monde, 80% sont des ruraux
- Par exemple, dans l'Afrique sub-saharienne: 51% de la population rurale est pauvre.
- En Asie-australe 40% de la population rurale est pauvre

De plus, au sein même des zones rurales, certaines catégories de la population ont une plus grande vulnérabilité à la pauvreté chronique. ILC œuvre surtout pour les droits de ces populations, qui sont principalement les familles sans terres et ceux ayant les droits fonciers les moins sûrs.

Qui sont les personnes qui ont faim dans le monde ?

- 50% sont les petits agriculteurs
- 20% sont sans terre
- 10% sont les pastoralistes, habitants des forêts ou pêcheurs. Ces populations sont le plus dépendantes des ressources de propriété commune
- 20% habitent les zones urbaines

Dans chacun de ces groupes, les femmes font aussi face à une double précarité. Par exemple, les femmes produisent 60-80% de la nourriture dans les pays en développement, mais elles sont les propriétaires de seulement 2% de la terre.

Comment peut-on adresser ces défis?

Le mouvement actuel de réforme foncière est caractérisé par une série d'acteurs importants (gouvernements, partis politiques, inter gouvernements, société civile, mouvements sociaux et secteur privé, y compris les sociétés multinationales) qui ont des programmes qui se chevauchent, de différente nature et souvent politisés. Ce contexte alimente la nécessité de mécanismes efficaces qui encouragent et stimulent la concertation multipartite sur les questions foncières.

La coalition est un mécanisme d'adresser les questions institutionnelle, structurelle et politique qui empêche l'accès aux ressources naturelles pour les populations défavorisées. Ce compliment les efforts des ONGs comme SPF qui soutien le développement au niveau du bas.

La Coalition travaille aux niveaux mondial, régional et national.

- Au niveau mondial, par exemple, nous soutenons les efforts des partenaires afin qu'ils soient entendus dans les forums importants. Cette année, l'ILC a facilité la participation de trois organisations des peuples autochtones à un forum s'étant tenu à New York au sein du Forum Permanent de l'Instance permanente sur les Questions Autochtones des Nations Unies.
- Au niveau régional, par exemple, nous soutenons un observatoire foncier ('Landwatch') lancé par nos membres de la société civile afin d'observer/surveiller et plaider ensemble les questions foncières dans la région

- Au niveau national, la coalition travaille dans plus de 40 pays. Par manque de temps, je vous donne un seul exemple, le cas au Madagascar.

Cas: ré forme foncière au Madagascar

Contexte

Au cours de la dernière décennie, le Madagascar a mis en œuvre diverses activités visant à apporter une solution à la crise foncière et domaniale. La réforme foncière a été lancée par le gouvernement et elle est soutenue par AFD, MCC, FIDA, FAO, la banque mondiale, etc. Le niveau de coordination et d'innovation est exemplaire dans la région. Le Programme National Foncier malgache présente des innovations pouvant susciter l'intérêt des décideurs

Après plus d'un siècle de présomption de domanialité, ils ont lancé un moyen de sécuriser les droits fonciers avec les certificats plus simples et moins chers que celui de l'ancien système des titres. L'objectif du gouvernement est que 70% de la population rurale puisse sécuriser leurs droits avec les certificats individuels d'ici 2012.

Malgré les objectifs exemplaires, ce processus présente certains défis aux populations plus défavorisées. Les familles qui ne peuvent exercer aucuns droits sur les parcelles bien délimités risquent la marginalisation:

- Les femmes
- Les pastoralistes qui utilisent les pâturages communaux
- Les métayers
- les squatters sur les plantations coloniales qui sont déjà titrés au nom de propriétaire.

Réponses de l'ILC

- Soutenir le rôle de la société civile avec la création en 2006 et l'appui d'une plateforme des 13 organisations paysannes. La plateforme SIF joue le rôle d'interface entre l'administration foncière et les paysans concernés.
- Recherches (par exemple, sur l'accès à la terre pour les femmes)
- Échange des expériences avec les autres pays Africains
- Action de plaidoyer avec le gouvernement et les bailleurs

De par ces interventions, on espère que le processus de réforme foncière sera plus inclusif des gens plus marginalisés. Sinon cela pourrait engendrer une situation encore plus précaire.

En fin, nous voyons maintenant quelques nouveaux défis qui menacent les droits à la terre et aux ressources naturelles pour les plus vulnérables :

- Changement du climat
- Augmentation rapide pour la terre et ressources naturelles volonté par
 - Agro carburants
 - Augmentation des prix des ressources naturelles et l'alimentation
 - Les mécanismes nouveaux de l'échange carbone '*carbon trading*'

Il y a maintenant plus que jamais une nécessité d'avoir des mécanismes efficaces qui encouragent et stimulent le dialogue concernant les questions foncières. La concertation est particulièrement nécessaire compte tenu du fait que les questions foncières tendent à être non seulement techniques mais ont également des implications hautement sensibles du point de vue social et politique. Ceci représente un contexte très positif pour travailler ensemble et avec les organisations telles que le SPF.